



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°21 – du 10 au 16 juin 2022

En bref

- Le Royaume-Uni annonce mettre fin aux aides publiques à l'achat de véhicules électriques. Le Gouvernement souhaite concentrer son soutien en faveur de l'installation de bornes de recharge.
- La *Financial Conduct Authority* (FCA) britannique a écrit à plus de 3 500 établissements de crédit pour leur demander de davantage soutenir les consommateurs confrontés à la hausse du coût de la vie, après avoir découvert des "manquements graves" chez plus de 30 acteurs du secteur.
- La FCA a ajouté la banque Crédit Suisse dans sa liste de surveillance des

LE CHIFFRE À RETENIR

11%

Le nouveau pic d'inflation en octobre 2022, selon la Banque d'Angleterre

- institutions nécessitant une supervision plus stricte.
- Le gouvernement a déposé son projet de loi destiné à donner à l'exécutif les moyens de s'affranchir unilatéralement de l'application du Protocole nord-irlandais.
 - Le Royaume-Uni et le Japon ont tenu leur premier [forum](#) de dialogue sur la réglementation financière.



❖ **Fait marquant : La Banque d'Angleterre relève son taux pour la 5^{ème} fois en 7 mois, à 1,25%.**

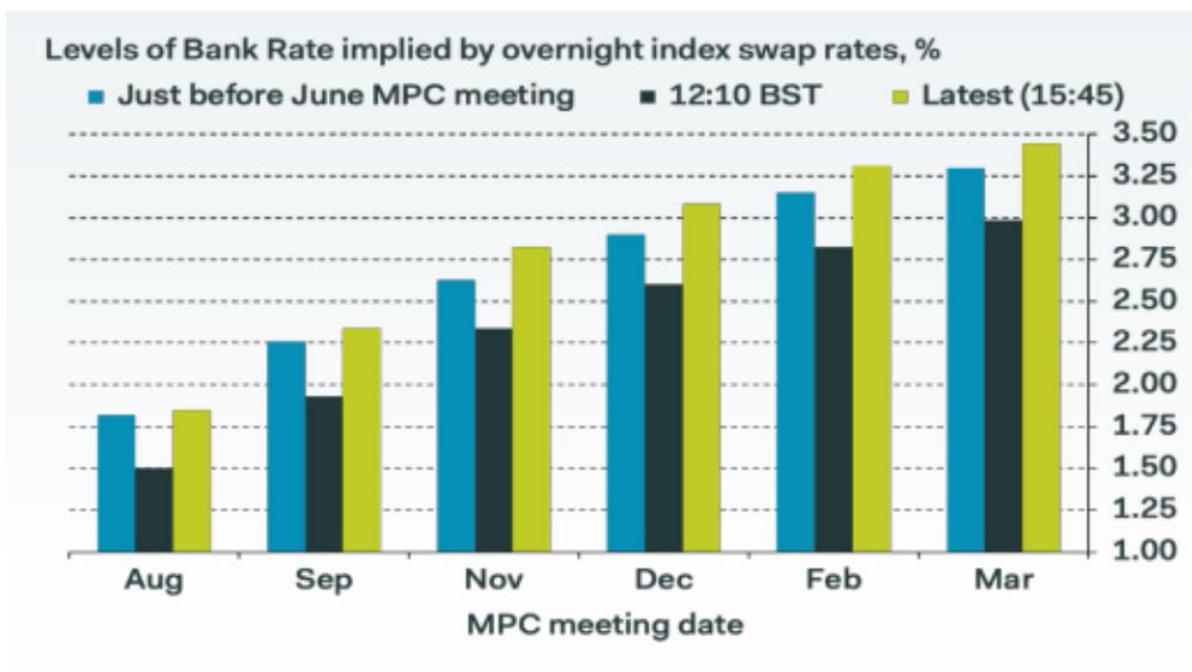
Le 15 juin, le Comité de Politique Monétaire de la *Bank of England* (BoE) a décidé, pour la 5^{ème} fois en 7 mois, de relever son taux directeur de +0,25pt, le portant ainsi à 1,25% en ligne avec les anticipations du consensus économique. Parmi les neuf membres du CPM, six se sont prononcés en faveur de la hausse de +0,25pt, les 3 autres (ie Saunders, Haskel et Mann) privilégiant une hausse plus prononcée, de +0,5pt.

Revenant sur sa formulation précédente, le comité estime désormais que "l'ampleur, le rythme et le calendrier de toute nouvelle augmentation du taux refléteront l'évaluation par le comité des perspectives économiques et pressions inflationnistes" et que "le comité sera particulièrement attentif aux indicateurs de pressions inflationnistes plus persistantes, et agira si nécessaire avec vigueur en conséquence".

Dans ce contexte, la BoE a révisé à la baisse la prévision de croissance britannique du second trimestre 2022, s'attendant désormais à une contraction de 0,3%, contre une croissance de 0,1% prévue en mai. Pour autant, cela ne semble pas se refléter dans les anticipations d'une demande toujours robuste, selon l'enquête de la Banque centrale auprès d'un échantillon d'entreprises. Par ailleurs, la BoE estime que le dernier paquet de mesures du gouvernement (15 Mds£) devrait soutenir le PIB de l'ordre de 0,3pp de croissance cette année. L'inflation (CPI) devrait légèrement dépasser les 9% durant les prochains mois et atteindre un pic à 11% en octobre 2022.



Graphique de la semaine : Les anticipations haussières du taux directeur s'accroissent après la décision de la BoE



Source : Pantheon Macroeconomics

Clef de lecture : A la fin de la journée du 16 juin (barres vertes), les marchés anticipent un taux directeur à près de 3,5% en mars 2023 contre 3% quelques heures avant l'annonce de la décision du CPM.

Actualité macro-économique

Alors qu'un léger rebond était attendu, le PIB recule de 0,3% en avril après s'être déjà replié de 0,1% en mars – Pour la première fois, l'ensemble des secteurs économiques fournissent une contribution négative à la [croissance](#). La baisse d'activité dans les

services reflète le fort ralentissement des dépenses au titre des programmes de lutte contre le Covid-19. La production manufacturière se contracte pour le 3^e mois consécutif, et ce dans la majorité des sous-secteurs. La construction est également moins dynamique que le mois précédent, pour la première fois depuis octobre 2021.

Alors que le [chômage](#) augmente légèrement sur les trois mois précédant avril, les autres indicateurs vont dans le sens d'un resserrement du marché du travail – Le taux de chômage augmente de 3,7% à 3,8% sur la période. Pour les personnes de plus de 16 ans, le taux d'emploi s'élève à 60,8% en moyenne entre février et avril 2022, soit 0,1pt de plus que sur la période de janvier à mars. Dans le même temps, le nombre d'emplois vacants continue de croître (+4 000), atteignant 1,3M fin mai (+504 000 par rapport à la situation pré-pandémique).

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni annonce l'entrée en vigueur du *Digital Economic Agreement* signé avec Singapour – Pour mémoire, le *Digital Economic Agreement* avec Singapour a été agréé en février 2022 et a pour ambition d'assurer aux fournisseurs de services un accès « facile, fiable et rapide » au marché singapourien. Plus précisément, l'accord prévoit la libre-circulation des données, et comporte des engagements de coopération entre les deux pays dans le domaine des services financiers et en termes de propriété intellectuelle.

Lors de la London Tech Week, l'orientation vers l'Indopacifique est mise en lumière – Alors que l'événement a accueilli cette année une délégation représentant divers pays de la région Asie-Pacifique, le secrétaire d'Etat à l'investissement Lord Grimstone et la *Trade Envoy* pour l'Asie-Pacifique, Natalie Black, ont promu les vertus de « l'inclinaison britannique » (tilt) vers l'Indopacifique. Selon le directeur général de *Tech Nation* Gerard Grech, plus de 12,4Md£ ont été levés par les entreprises britanniques en capital-risque, depuis le début de l'année 2022, dont 2,3Md£ provenaient d'investisseurs d'Asie-Pacifique. Il a mis en exergue, à cet égard, le programme Digital Trade Network, mis en place par le ministère du commerce britannique en 2020, permettant de soutenir plus de 300 entreprises pour l'extension de leur projet en Asie-Pacifique.

La ministre du commerce britannique présente la vision britannique sur le futur du multilatéralisme commercial à la conférence ministérielle de l'OMC – Dans le contexte géopolitique actuel, Anne-Marie Trevelyan a souligné la nécessité de garantir un « commerce ouvert et libre qui apporte la prospérité », faisant écho à l'enjeu de la sécurité alimentaire. A cet égard, elle a rappelé la communication adoptée par plus de 50 membres de l'OMC s'engageant à maintenir un accès ouvert au marché des produits agricoles. Considérant, le Royaume-Uni, comme un « pionnier du green trade », la ministre a également réitéré le besoin d'intégrer les considérations climatiques aux discussions sur le commerce mondial, faisant référence aux négociations sur les subventions à la pêche. Enfin, la ministre a appelé à la réforme de l'OMC pour créer des règles appropriées aux enjeux contemporains, tels que le commerce électronique et les problématiques liées aux produits de santé.

Selon une [étude](#) menée par le *think-tank* *Centre for European Reform*, le PIB britannique serait inférieur de 5,2% fin 2021, par rapport à un scénario contrefactuel sans Brexit – L'étude révèle, par ailleurs, que l'investissement et le commerce de marchandises seraient respectivement inférieurs de 13,7 % et 13,6 % par rapport au contrefactuel. Cette étude se fonde sur un modèle comparant les données économiques britanniques avec celles de 22 autres économies avancées similaires permettant, ainsi, de créer un contrefactuel. L'Office for Budget Responsibility estime pour sa part que le Brexit entrainerait une perte définitive de PIB de 4 points à long terme.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le gouvernement publie un [Policy Statement](#) concernant les tierces parties critiques (comme les fournisseurs de *cloud*) dans l'industrie financière – Ceux-ci seront désormais soumis à la réglementation et supervision directe des régulateurs financiers britanniques. Il s'agit notamment de pouvoirs de collecte d'informations relatives à la résilience de leurs services matériels aux entreprises, de la possibilité de commander un rapport à une "personne qualifiée" indépendante sur certains aspects des services d'une tierce partie (CTP), et de pouvoirs de nomination d'un enquêteur pour examiner les violations potentielles des exigences de la réglementation. Les régulateurs auront également le pouvoir

d'interroger un représentant d'une CTP, d'exiger la production de documents et de pénétrer dans les locaux d'une CTP sous mandat dans le cadre d'une enquête. Ils pourraient également leur interdire de continuer ou de fournir des services à l'avenir en cas de manquements graves.

2 Banques et assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) publie son [rapport sur les plans préparatoires à la résolution bancaire](#) – Ce document évalue la conformité et la qualité des plans de résolution des 8 principales banques britanniques. Il constitue le premier de ce genre et sera actualisé tous les deux ans. La BoE salue dans ses conclusions les efforts fournis par les principales banques britanniques qui ont accru leurs capacités d'absorption des pertes et amélioré leurs plans de continuité en cas de crise. Cependant, elle a noté quelques failles sur lesquelles les banques doivent travailler ; la principale étant le financement à court terme dans un contexte de stress. Pour mémoire, la résolution bancaire consiste à faire intervenir une autorité dite de « résolution » sur un établissement bancaire défaillant ou susceptible de l'être, de façon à le restructurer ou en opérer une liquidation ordonnée et d'en éviter la faillite.

La FCA publie une [consultation](#) concernant l'accès aux services bancaires – La FCA propose que les banques et les sociétés de crédit immobilier soient tenues de fournir une analyse plus détaillée de la manière dont elles évaluent l'impact de la fermeture d'une succursale, de la réduction des services et de la suppression ou de la conversion d'un guichet automatique. Cela survient après des enquêtes menées par la FCA ayant trouvé que certaines succursales étaient fermées malgré leur forte utilisation. Pour

rappel, le mois dernier le gouvernement avait annoncé qu'il accorderait davantage de pouvoir à la FCA pour garantir l'accès aux services bancaires. La consultation se terminera le 26 juillet 2022.

Charlotte Greken, directrice en charge du secteur des assurances à la Prudential Regulatory Authority, met l'accent sur les investissements productifs dans la réforme de la directive Solvabilité 2 – Elle est [intervenue](#) le 14 juin devant la JP Morgan European Insurance Conference. Elle a indiqué notamment que la réforme britannique de Solvabilité 2 devrait permettre une réduction des exigences de fonds propres réglementaires des assureurs. Cette libération de capital pourrait être utilisée pour soutenir des investissements supplémentaires dans l'économie réelle productive du Royaume-Uni.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres
Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr